

Bravo !

Grâce à votre appui et votre soutien, l'opération **Profession enseignante** a remporté un franc succès.

Malgré l'heure très matinale d'un beau lundi matin, heureusement ensoleillé, nous étions près de 200 à manifester notre colère face aux choix imposés par la ministre Courchesne aux directions des collèges quant à l'utilisation des transferts fédéraux en éducation supérieure, privilégiant les services et activités périphériques au détriment de l'enseignement en classe.

Dans la semaine précédant l'action du 6 octobre, la pétition nationale en soutien à la lettre destinée à la ministre Courchesne a recueilli un formidable appui, dépassant largement l'objectif de 100 % des enseignants à plein temps que nous nous étions fixé au SPECA. Vous trouverez une copie finale de la lettre plus loin dans le présent numéro du SPECA-HEBDO.

Nous avons aussi profité de cette occasion pour distribuer un dépliant expliquant les motifs de notre action aux nombreux étudiants qui s'étaient massés en face du 9055 de la rue St-Hubert peu avant 8 heures. Le dépliant a été bien reçu. Il faut aussi souligner une forte présence sur nos lignes de piquetage de représentants de l'association étudiante, et ce, dès 7 heures.

À l'échelle nationale, pour l'action du 6 octobre, les profs étaient aussi au rendez-vous, parfois beaucoup plus nombreux que l'heure matinale ne le laissait présager. Le piquetage a été

un succès, le dépliant très apprécié, l'action a eu des échos dans plusieurs médias écrits, à la radio et à la télévision.

Au niveau de la collecte des signatures en appui à la lettre à madame Courchesne, nous avons réussi à la FNEEQ à obtenir plusieurs milliers de signatures, soit 80 % du nombre total de ETC. Au moment d'envoyer la lettre à madame Courchesne, 9 023 personnes l'avaient endossée parmi les trois fédérations enseignantes du collégial.

Tout cela témoigne d'une vitalité et d'une solidarité syndicales de bon augure, alors que la prochaine ronde de négociation se profile à l'horizon. Nous pouvons toutes et tous en être fiers.

Il faut plus particulièrement souligner le formidable travail des RCD qui ont largement contribué au succès de cette opération.

Bravo et félicitations à toutes et à tous.

... SOMMAIRE ...

— Album photo de la manifestation du 6 octobre	2
— Lettre à la ministre Courchesne	4
— Élections fédérales 2008 : NON aux politiques conservatrices	6

Photos souvenir



Photos souvenir



Lettre ouverte à Michelle Courchesne

Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Madame,

Nous tenons par la présente à vous faire part de notre profond mécontentement quant aux décisions de votre ministère concernant la répartition des transferts fédéraux dévolus aux cégeps. Ces décisions passent clairement à côté des véritables besoins du réseau collégial. Dans le contexte actuel, elles nous apparaissent inacceptables.

L'enseignement est au cœur de la mission des cégeps. Pourtant, depuis 15 ans, la tâche n'a cessé d'augmenter et les ressources de diminuer. Aux coupes liées à l'atteinte du déficit zéro, à la fin des années 1990, se sont ajoutées, depuis la réforme de 1994 réalisée à coût zéro, de nouvelles obligations en matière de programme. De plus, un alourdissement important de la charge de travail des enseignantes et des enseignants, provoqué par l'inadéquation entre le financement et l'organisation scolaire, des mesures administratives comme la modification de la date d'abandon ou encore les doubles imputations des ressources enseignantes, n'ont fait qu'accentuer le problème. Les pertes d'enseignantes et d'enseignants au cours des douze dernières années se chiffrent par centaines, au moment où les défis deviennent plus importants compte tenu de l'hétérogénéité croissante des effectifs étudiants, de la baisse des seuils d'entrée et des attentes toujours plus grandes en matière de technologie, de formation et de réussite.

Dans ce contexte, la décision de votre ministère relative à l'utilisation des transferts fédéraux consacrés à l'ordre collégial est plus que décevante et nous tenons aujourd'hui à la dénoncer publiquement à trois égards :

- d'abord sur le plan des proportions affectées. Dans la situation actuelle, il est difficile d'accepter qu'on attribue seulement 10 % des sommes à l'enseignement. Autant dire que l'essentiel de la mission des cégeps a été à peu près ignoré! Il est tout simplement incompréhensible que 90 % de l'argent neuf injecté dans le réseau collégial échappe à l'enseignement comme tel alors que les conditions actuelles handicapent lourdement ce dernier;
- de plus et sauf exception, ce 10 % des sommes ne pourra que très difficilement diminuer le fardeau actuel des enseignantes et des enseignants, puisque vous avez obligé les collègues à l'engager dans des projets particuliers qui ne contribueront en rien à résoudre les problèmes vécus dans

les salles de classe, problèmes qui affectent directement les étudiantes et les étudiants;

- finalement, Madame la Ministre, nous ne pouvons passer sous silence le fait qu'aucune consultation du personnel enseignant n'a été menée concernant les meilleures façons d'utiliser ces sommes d'argent. Cette manière de faire occulte délibérément l'expertise et les connaissances propres à celles et ceux qui oeuvrent pourtant en première ligne.

Votre ministère a participé aux travaux du comité paritaire sur la profession enseignante au collégial. Ce comité a largement démontré la complexité et l'étendue de la tâche enseignante actuelle dans les cégeps. Les conseils d'administration des établissements ont reconnu, à la suite du dépôt du rapport, la nécessité de valoriser la profession enseignante. En toute logique, nous nous serions attendus à ce qu'une partie importante des sommes en provenance du gouvernement fédéral soit utilisée tout au moins pour atténuer les problèmes engendrés par le trop grand nombre d'étudiantes et d'étudiants à encadrer ou par les trop nombreuses préparations, deux éléments majeurs qui alourdissent notre travail.

Vous en avez décidé autrement. Cela ajoute au ressentiment des enseignantes et des enseignants, qui n'ont oublié ni décembre 2005, ni l'odieuse loi 43, ni la fin de non-recevoir envers les représentations que nous avons faites sur la tâche, au cours des deux années de négociations stériles.

Aujourd'hui, en cette journée mondiale des enseignantes et des enseignants, nous tenons à vous faire savoir que ces choix nous apparaissent inacceptables. Les cégeps ne peuvent contribuer utilement au développement de la société québécoise que dans la mesure où leurs principaux artisans se sentent respectés et que les conditions d'enseignement permettent d'atteindre l'objectif d'une éducation de qualité sur l'ensemble du territoire.

Sous peu, nos représentants solliciteront une rencontre pour discuter avec vous de l'ensemble de cette question. Nous osons espérer que vous accepterez, en cette occasion, d'envisager avec eux les mesures qui s'imposent pour donner un peu d'oxygène à l'enseignement collégial.

Mario Beauchemin, président de la FEC-CSQ
Jean-Claude Drapeau, président de la FAC
Ronald Cameron, président de la FNEEQ-CSN

Au nom des 9 023 enseignantes et enseignants du collégial ayant endossé cette lettre

Le 6 octobre 2008

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008

Non aux politiques conservatrices !

Position adoptée le 1^{er} octobre 2008, lors de l'assemblée générale du conseil central du Montréal métropolitain (CCMM) de la CSN face au danger que représente l'élection d'un gouvernement conservateur.

Le 14 octobre prochain, nous serons appelés aux urnes pour élire le prochain gouvernement fédéral, et ce, à peine deux ans après l'élection d'un gouvernement conservateur minoritaire. Pourtant, malgré ce qu'il prétend, ce gouvernement aura réussi à gouverner comme s'il était majoritaire.

Le fait d'être minoritaire ne l'aura pas empêché d'adopter un certain nombre de politiques de droite, dont son engagement à réduire le rôle de l'État et à laisser ainsi le soin au marché de se réguler lui-même. Sa politique vise également à réduire l'aide gouvernementale. On l'a vu, entre autres, avec les compressions dans la culture, dans les organismes à but non lucratif qui agissent en développement économique, ainsi que dans les organismes de défense des droits, comme en condition féminine. De plus, c'est un gouvernement proche de la droite religieuse. On a pu le constater lorsque celle-ci a donné son appui au dépôt du projet de loi privé de Ken Epp, député conservateur d'Edmonton-Sherwood Park, et appuyé par le chef Stephen Harper, projet de loi qui vise à accorder un statut juridique au fœtus, relançant ainsi le débat sur le droit à l'avortement.

Nous sommes en présence d'un parti qui bafoue la démocratie. La décision du gouvernement de déclencher les élections à ce moment-ci, alors que cette même décision va à l'encontre de sa propre loi sur les élections à date fixe, n'en est qu'un exemple. Selon lui, cette élection était devenue nécessaire à cause de son incapacité de gouverner en étant minoritaire. Pourtant, au lendemain du déclenchement des élections, Harper se disait prêt à former un autre gouvernement minoritaire, tout en gouvernant comme s'il était majoritaire, en faisant de chaque question débattue à la Chambre des communes, une question de confiance.

Sa campagne de dénigrement faite à l'encontre du Bloc québécois est une autre façon de mépriser la démocratie. Le lancement d'un véhicule publicitaire devant le local électoral du chef du Bloc en est un autre exemple. Comment un ministre peut-il se permettre de déclarer que la présence des

députés d'un parti politique à Ottawa est de l'argent gaspillé et affirmer que ce parti n'est pas utile. Il est d'autant plus paradoxal que ce message soit porté par Michael Fortier, ex-sénateur, nommé ministre sans avoir été élu et qui a toujours refusé de se présenter lors des élections partielles. Que l'on soit pour ou contre le Bloc québécois, un tel geste porte atteinte à l'intelligence des électeurs et des électrices du Québec.

Les sondages nous indiquent que, si la tendance se maintient, on s'achemine vers l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire. Quand on regarde le bilan de son dernier mandat alors qu'il était minoritaire, cette perspective a de quoi inquiéter :

- Prolongation de la guerre en Afghanistan;
- Coupure de subventions : aux groupes de femmes en défense des droits ; dans la culture ; aux organismes sans but lucratif en développement économique ;
- Obsession pour la sécurité :
- Refus de rapatrier Omar Kadr ;
- Reconduction des certificats de sécurité (Adil Charkaoui) ;
- Non-respect du Protocole de Kyoto ;
- Liens privilégiés avec les pétrolières, etc.

Imaginons ce que ce sera si les conservateurs sont élus majoritaires. Ne pensons qu'à leur promesse de modifier la loi pour les jeunes contrevenants, où un jeune pourrait être emprisonné à vie (25 ans) à compter de 14 ans.

Les enjeux sont graves. L'élection d'un gouvernement conservateur accentuera la mise en application de politiques de droite et, par conséquent, on verra un grand nombre d'acquis sociaux remis en question. Cette montée des idées de droite nous démontre l'importance de faire de l'éducation politique, et pas seulement en période électorale. Notre action en est indissociable. Toutefois, entre temps, nous devons prendre position dans le cadre de cette élection. Ainsi, la CSN, lors du conseil confédéral des 17, 18 et 19 septembre dernier, a adopté la proposition suivante :

1. *Attendu le bilan que fait la CSN du gouvernement conservateur du Canada ;*

❖ ❖ Suite de la page 4

Attendu le mode de scrutin actuel, uninominal à un tour, ne permettant pas de refléter le vote populaire en l'absence d'une dimension proportionnelle;

La CSN invite les membres de ses syndicats affiliés et la population québécoise en général à voter le 14 octobre prochain pour la candidate ou le candidat le plus en mesure d'empêcher l'élection d'un candidat conservateur.

- 2 *Attendu la position du congrès de la CSN sur l'action politique qui favorise l'implication sur le plan politique des militantes et militants ainsi que des salarié-es du mouvement;*

La CSN invite les membres de ses syndicats affiliés à s'impliquer activement dans la présente campagne électorale dans les comtés et sur toutes les tribunes qui leur sont offertes.

- 3 ***Que la CSN fasse connaître sa réflexion dans la présente campagne électorale par les moyens d'information et de communication appropriés et invite ses organisations affiliées à la diffuser dans le cadre de leurs champs d'intervention respectifs.***

- 4 *Attendu que voter est un geste fondamental de notre démocratie;*

La CSN invite tous les membres de ses syndicats affiliés à exercer leur droit de vote le 14 octobre 2008.

Au conseil central, nous partageons la même analyse et nous sommes d'avis que tout doit être mis en oeuvre pour battre les conservateurs au Québec. Selon notre mode de scrutin, l'élection doit se gagner comté par comté. C'est dans ce cadre que les forces en présence doivent être évaluées.

Encore une fois, nous pouvons constater à quel point notre mode de scrutin est loin de donner des résultats reflétant la volonté populaire. Si l'on se fie aux sondages, les conservateurs obtiendraient actuellement un gouvernement majoritaire avec 40 % des voix, alors que 60 % des citoyens sont contre eux et contre leurs idées de droite. De plus, même la proposition du NPD, invitant les autres partis à se coaliser avec lui pour former le gouvernement, nous apparaît comme une difficile entreprise avec le mode de scrutin actuel, puisque c'est le nombre de comtés gagnés qui détermine le gagnant et non la volonté populaire exprimée dans une proportionnelle. De fait, si les conservateurs sont réélus minoritaires, la loi électorale indique que c'est le parti

qui a obtenu le plus de comtés qui formera le gouvernement, la formation d'un gouvernement de coalition n'étant, semble-t-il, pas permis.

Malheureusement, nous sommes condamnés au vote stratégique. Dans ce cas, nous sommes dans l'obligation d'évaluer comté par comté qui a le plus de chance de battre les conservateurs.

Bien que sur l'île de Montréal les conservateurs aient peu de chance de faire des percées, il pourrait en est autrement dans certains coins du « 450 » où, lors de la dernière élection provinciale, l'ADQ a fait des percées. Cela a constitué un terreau fertile pour les conservateurs. Comme plusieurs de nos membres sont dans ces comtés, il est important de les sensibiliser aux enjeux de cette élection.

C'est pourquoi, nous allons de l'avant avec la proposition du conseil confédéral de la CSN. Nous avons mis et nous continuerons de mettre toutes les énergies nécessaires pour faire reculer les conservateurs.

Nous travaillons en coalition avec les autres organisations syndicales, les artistes, les groupes populaires et communautaires à l'organisation d'une manifestation le 5 octobre prochain pour dénoncer les politiques conservatrices. Nous travaillons également avec le Comité national des chômeuses et chômeurs dans le cadre de la campagne d'affichage portant sur l'assurance emploi. Nous mettons tout en oeuvre pour que notre travail porte fruits.

Recommandation

Que le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) :

- **invite les membres de ses syndicats affiliés à exercer leur droit de vote le 14 octobre ;**
- **invite les membres de ses syndicats affiliés et la population québécoise en général, à voter le 14 octobre prochain pour la candidate ou le candidat le plus en mesure d'empêcher l'élection d'un candidat conservateur ;**
- **invite les membres de ses syndicats affiliés à participer à la marche du 5 octobre contre les politiques conservatrices.**